



La Santé est en danger. « Restructuration, Fermeture, Non Ajustement des Moyens aux Besoins » restent les pivots des politiques successives en matière de Santé des 30 dernières années.

Pourtant, la France pouvait être fière de son système de santé qui reposait sur des principes et des valeurs issues du Conseil National de la Résistance. La sécurité sociale et l'Hôpital public ouverts à tous, fondements d'une véritable démocratie sanitaire et sociale, ont pendant longtemps mis l'Humain au centre de l'activité médicale. Ce modèle a placé la France au premier rang mondial dans le classement de la santé établi par l'OMS en 2000.

Ces temps sont révolus. Au nom de la rentabilité, l'idéologie mercantile submerge aujourd'hui l'humanisme d'autrefois. Pour les technocrates, l'équilibre social et le bonheur des peuples se résument à une équation comptable entre recettes et dépenses. Dans un monde dominé par la pensée néo-libérale, l'acte médical est désormais apprécié uniquement en termes de coût et de rapport financier.

Depuis 2000, le résultat de cette désastreuse dérive idéologique a conduit la France à rétrograder dans les classements internationaux de santé publique. La France est ainsi récemment descendue à la 10^{ème} place selon les indices des consommateurs de la santé en Europe. Dans le classement de la morbi-mortalité péri-natale en Europe, elle est passée de la 7^{ème} à la 20^{ème} place sur les 27 pays de l'Union Européenne, et elle voit stagner la progression de l'espérance de vie de ses concitoyens.

Les causes de cette dégradation restent mal précisées. La diminution de certaines prises en charge médicale par l'assurance maladie et notamment l'instauration d'un parcours de soins dit coordonné à but d'économie sur les dépenses de santé est certainement l'un des facteurs. Nous pouvons sûrement et en toute légitimité nous

permettre d'établir un lien direct entre cette dégradation des résultats et la fermeture d'un grand nombre d'établissements de santé.

Ainsi, entre 1998 à 2008, près de 300 services de chirurgie ont fermé en France (source DGOS). Entre 2003 et 2010, près de 14 maternités ont fermé tous les ans. Le rythme actuel est d'une fermeture annuelle de 4 maternités. Près de 300 structures d'urgences ont également disparu depuis 15 ans de la carte sanitaire française.

Malgré cet affaiblissement, la politique actuelle reste basée sur le dogme des restructurations, des regroupements forcés avec mutualisation des moyens. Or le rapport « Larcher » (2006) et le rapport IGAS (2012) notent clairement que la politique de fermeture des maternités est arrivée à son terme, que les structures de trop grosse taille (hôpital de plus de 600 lits d'aigu, urgences de plus de 50.000 passages par an, « usines à bébés » de plus de 3000 accouchements) dysfonctionnent et sont au final plus coûteuses en terme de dépense de santé.

Comment comprendre dans ce contexte l'obstination de l'ARS à poursuivre la fermeture de plusieurs établissements de Santé franciliens. L'Hôtel Dieu de Paris, la Maternité des Lilas et, plus récemment, la Maternité de Dourdan sont quelques uns des nombreux exemples de cette politique de destruction massive.

Ainsi, faisant suite à une inspection réalisée le 15 Octobre 2013, l'ARS a suspendu l'activité obstétricale de la Maternité de Dourdan. Maternité pourtant largement reconnue et soutenue par les professionnels et la population, sa suspension est toujours effective à ce jour. Une série d'injonctions drastiques portant sur les aspects règlementaires et sur toute l'organisation du service a été dans un premier temps notifiée à l'établissement. Celui-ci a fait les plus grands efforts qui soient pour satisfaire aux différentes injonctions de l'ARS, dont certaines relevaient déjà d'interprétations des plus contestables des règlements. La contre-inspection de l'ARS du 20 Novembre 2013 a fait l'objet d'un incroyable pointillisme, utilisant l'argument d'une interprétation toujours aussi extrême des textes règlementaires, relevant sans cesse le niveau d'exigence. A la suite de cette deuxième visite, Monsieur Claude EVIN a persisté, prolongeant la suspension de l'activité de la Maternité de Dourdan.

Ainsi, l'ARS pousse au regroupement de la Maternités des Lilas avec celle de Montreuil pour des raisons d'économies budgétaires, au mépris des besoins de la population et contre l'avis de tous les professionnels concernés. La Maternité des Lilas pratique pourtant 1700 accouchements et 1200 actes d'orthogénie par an, son historique est très emblématique, fortement attaché à la lutte pour l'amélioration des conditions et des droits des femmes. A ce jour, l'incertitude est complète sur le devenir de la Maternité des Lilas.

Ainsi, le projet de démantèlement de l'Hôtel Dieu et sa transformation en « hôpital debout » sans lits avec fermeture notamment de sa structure d'urgence est un non sens médical. Créant un désert sanitaire en plein centre de la capitale, cette fermeture de fait (plus de pompiers, plus de lits d'aval et plus d'équipes d'urgentistes suffisantes) majore l'engorgement des autres sites d'accueil de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris qui ne peuvent déjà pas satisfaire aux besoins de la population parisienne. Certes, la nomination récente de Martin Hirsch à la tête de l'AH-HP est peut-être une première étape dans l'arrêt du démantèlement. Pour autant, des doutes demeurent quant à la pérennité à court terme de l'Hôtel Dieu de Paris comme hôpital de proximité pourtant indispensable.

Mais l'hôpital public n'est pas une entreprise comme les autres. Il se doit d'assurer l'accès égal aux soins pour tous, conformément aux engagements mêmes du Président de la République.

Unis dans la mobilisation, les Collectifs « Sauvons la Maternité de Dourdan », « Maternité des Lilas », et le « Comité de Soutien de l'Hôpital Hôtel Dieu », et la « Coordination Nationale des Comités de Soutien des Hôpitaux et Maternités de Proximité » veulent ainsi par leur action alerter la population sur les dangers sanitaires de la politique de santé menée par l'ARS.

En conséquence de quoi, ils demandent à Mme Marisol Touraine, Ministre de la santé :

- la réouverture immédiate des services concernés, exemples mêmes d'établissements de santé de proximité permettant de consolider le maillage du territoire et d'assurer le meilleur accès aux soins pour tous ;
- l'arrêt des fermetures programmées et/ou à venir ;
- une juste adaptation des moyens alloués aux établissements publics de santé afin de leur permettre d'assurer la pérennité de leur fonctionnement et leur développement.

A Paris, le jeudi 09 janvier 2014

**Le Collectif « Sauvons La Maternité de Dourdan »,
Président : Dr Cédric Tahiri, 0607054508**

**Le Collectif « Maternité des Lilas »,
Président : Dr Marie-Laure Brival, 0672076708**

**Le « Comité de Soutien de l'Hôpital Hôtel Dieu »,
Porte-parole : Dr Gérald Kierzek, 0610023291**

**La « Coordination Nationale des Comités de Soutien des
Hôpitaux et Maternités de Proximité ».
Présidente » : Dr Françoise Nay, 0607890657**